

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-22-04 DU 12 OCTOBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 12 octobre,  
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 6 octobre, conformément aux articles L 2121-7,  
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la mairie sous  
la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33  
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 32  
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 1  
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : /

**PRESENTS** : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,  
D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, G. GENTHON, M.  
FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI  
SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE,  
J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, A.V. MITTENDORFER

**ABSENTS REPRESENTES** :  
A. VERJUS pouvoir à J.N. SALMON

**ABSENTS EXCUSES** : /

### **OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE**

Le conseil municipal a délibéré, le 17 février 2018, la création d'un régime d'aides directes au  
développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente. Ce  
dispositif est complémentaire à celui du même nom de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les entreprises éligibles à ces dispositifs sont : les entreprises de 0 à 50 salariés disposant d'un  
point de vente en dehors des zones commerciales et d'activités.

Les dépenses éligibles sont :

- les investissements de rénovation des vitrines,
- les équipements destinés à assurer la sécurité du local,
- les investissements d'économie d'énergies,
- les investissements matériels neufs ou d'occasion.

L'aide de la commune est fixée à 20 % des dépenses éligibles. Le plancher de subvention  
communale est actuellement fixé à 2 000 €, soit un minimum de 10 000 € de dépenses hors taxes  
éligibles.

Le plafond de la subvention communale est fixé à 10 000 €, soit un maximum de 50 000 € de dépenses hors taxes éligibles. L'aide de la commune peut être complétée par l'aide régionale qui intervient selon les mêmes critères, le même taux et les mêmes plancher et plafond.

La commune a obtenu la notification de l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) en décembre 2019. L'aide à l'investissement est une action subventionnée par l'Etat dans ce programme. Ainsi, afin de permettre l'attribution de la part FISAC aux entreprises dans le cadre des aides au développement des points de vente, il convient de modifier le règlement.

Il est nécessaire d'intégrer dans le règlement les éléments suivants :

- le taux d'intervention de l'Etat : 20 % des dépenses éligibles, sauf pour les investissements portant sur l'accessibilité du local à tous les publics, en tel cas le taux est porté à 30 % ;
- la nécessité de faire réaliser par une chambre consulaire un diagnostic préalable à l'investissement. Ce diagnostic sera gratuit pour les entreprises. Il sera pris en charge dans le cadre du programme FISAC.
- la consultation des signataires de la convention cadre du FISAC préalablement à chaque attribution à savoir : les chambres consulaires, l'association des commerçants et artisans de Villefontaine et l'Etat.

Le montant de subvention total pouvant être attribué au titre du FISAC est de 20 000 € correspondant à 100 000 € HT de dépenses éligibles. La part de subvention FISAC et la part communale seront attribuées et versées directement par la commune sur présentation des factures acquittées par l'entreprise.

Par ailleurs, afin de permettre l'accompagnement de plus petits projet et de mieux répondre aux besoins d'investissement des commerces du territoire, il convient d'abaisser le plancher des dépenses éligibles au titre du FISAC et de l'aide communale à 5 000 € HT.

La présente délibération a pour objet :

- D'approuver la modification du règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

-----

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L750-1-1 du code de Commerce,

Vu le décret n° 2015-542 du 15 mai 2015 pris pour l'application de l'article L. 750-1-1 du code de commerce,

Vu la décision N°19-0253 du ministre de l'Economie et des finances du 13 décembre 2019 relative à l'attribution de subvention du FISAC,

Vu la délibération N°17/02/2018 du conseil municipal de Villefontaine en date du 9 avril 2018 relative à l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente approuvant le règlement de ladite aide et autorisant le maire à signer la convention avec la région Auvergne-Rhône-Alpes relative à la mise en œuvre des aides économiques,

Vu la délibération N°21012020 du conseil municipal de Villefontaine en date du 24 février 2020 relative à la convention cadre FISAC,

Vu le projet de règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Attractivité du territoire du 16 septembre 2020,

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après avoir délibéré à l'unanimité,

**APPROUVE** le règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

**AUTORISE** Monsieur le maire à signer l'ensemble des documents relatifs à l'attribution et au versement des aides susmentionnées.

Les dépenses de subvention seront imputées au compte A05/94/20422 du budget principal de la commune.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

**FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE**

**Le 12 octobre 2020**

**Pour extrait certifié conforme,**



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture  
038-213805534-20201012-2020-22-04-DE  
Date de dépôt en préfecture : 19/10/2020  
Date de réception en préfecture : 19/10/2020